

REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE.- / 20

Bonn entre La Haye et Moscou.

Lors de sa formation il y a quelques semaines, la coalition SPD-FDP s'était fixé comme objectif prioritaire une politique de réformes intérieures. La conjoncture internationale a modifié le programme que l'équipe du chancelier Willy Brandt avait envisagé. La conférence au Sommet des Six à La Haye, la réunion de l'OTAN à Bruxelles et celle du pacte de Varsovie à Moscou ont forcé les nouveaux dirigeants de la RFA à se concentrer sur les problèmes de politique étrangères tout en consacrant une partie de leur temps à réorganiser les services administratifs des différents ministères.

La Conférence de La Haye avait été envisagée comme une sorte de partie de poker. Il fallait que le président du parti social-démocrate, devenu chancelier, M. Willy Brandt confirme les qualités d'homme d'Etat qu'il avait révélées lors de son passage au ministère fédéral des Affaires étrangères au cours du gouvernement de la grande coalition CDU-SPD. Le ministre de l'Agriculture, M. Ertl, bavarois d'origine, libéral par son appartenance au parti FDP et considéré par ses amis même comme l'un des plus réactionnaires hommes politiques de la RFA, a estimé que La Haye représentait pour M. Willy Brandt un succès et pour le Président Pompidou une défaite. Ce point de vue extrême n'est de loin pas partagé dans les milieux politiques de la capitale fédérale. La Haye : la première journée, estime-t-on, était à porter au compte du chancelier Willy Brandt, la seconde, à celui du Président de la République française. On ne pouvait attendre davantage de M. Pompidou que ce qu'il n'a déclaré finalement, estimait le grand quotidien de Hambourg, Die Welt. Le chef de l'Etat français doit compter avec une forte opposition interne, il ne peut se permettre un brutal renversement du cours politique, la solution de compromis trouvée à La Haye peut donc être considérée comme valable sinon satisfaisante. Les conversations Pompidou - Brandt ont été décisives, concluait un fonctionnaire de la délégation Ouest-allemande, qui ajoutait ; "chronomètre en main, on ne pouvait faire mieux". Cette remarque est sans doute valable à en juger par la réaction de l'opposition chrétienne-démocrate obligée de reconnaître que M. Willy Brandt s'était fort bien tiré d'affaire, beaucoup mieux même qu'on ne s'y attendait. Ne pouvant plus l'attaquer sur le plan de la politique européenne, M. Rainer Barzel, président du groupe parlementaire chrétien-démocrate et porte-parole de l'opposition, a modifié le tir de ses batteries. Alors qu'hier encore on reprochait au parti SPD de faire une politique hasardeuse, pourrie d'illusions avec une ouverture à l'Est, M. Barzel demande aujourd'hui à M. Willy Brandt de relancer le dialogue avec le chef du gouvernement de l'Allemagne communiste, M. Spho, afin que la politique inter-allemande ne s'enlise pas dans une impasse. M. Bruno Heck, secrétaire-général de la CDU, ne cache pas sa mauvaise humeur lorsqu'il constate : "La seule concession faite par la France : des négociations avec des pays candidats à l'entrée au Marché commun peuvent être entamées. Toutes les autres questions ont été reportées en particulier celle du financement du Marché agricole". Du côté social-démocrate, on se félicite de cette "grande première" de La Haye en insistant tout particulièrement sur les mérites du chef de l'Etat français qui a permis un nouveau départ sur la piste européenne. On veut, à tout prix, éviter que M. Willy Brandt soit seul mis en vedette, estimant que la réputation de "première puissance économique du continent ouest-européen" représente déjà un poids trop lourd à porter pour la République fédérale. A l'heure où l'entrée de la Grande-Bretagne à la CEE n'est plus qu'une question de temps

République Fédérale allemande

-:-

du moment que la France en a admis le principe, il importe plus que jamais de ménager les susceptibilités de Paris. A Bonn, on continue à tenir compte de l'ombre de Colombey les deux Eglises.

Autre sujet de satisfaction : au cours de la cession ministérielle de l'OTAN qui s'est tenue à Bruxelles, la politique d'ouverture à l'Est préconisée par le gouvernement Brandt-Scheel a été approuvée, avec réserves, sans doute, mais approuvée. Le ministre américain des Affaires étrangères, M. Rogers, s'est rendu à Bonn vendredi dernier pour s'entretenir de ce problème avec le chancelier, M. Brandt et le ministre des Affaires étrangères, M. Scheel. A cette occasion, M. Rogers a remis au chancelier de la RFA un message personnel du Président Nixon qui félicite la "Premier" allemand pour ses efforts tendant à renforcer la communauté occidentale tout en contribuant à la suppression des motifs de tension en Europe. Malgré cet optimisme officiel manifesté de part et d'autre, on ne cache pas à Bonn que Washington voit avec une certaine inquiétude les tentatives faites par le nouveau gouvernement fédéral allemand pour avancer "à petits pas" sur le chemin du rapprochement menant à Moscou et à Varsovie.

Le communiqué final de la rencontre des dirigeants du bloc oriental à Moscou et dans lequel il est fait état de la nécessité d'établir des rapports d'égalité avec la RDA, c'est à dire, avec Berlin-Pankow, a donné lieu à des commentaires mitigés.

Le communiqué déclare en effet : "Si le nouveau gouvernement ouest-allemand tire de l'histoire les leçons qui s'imposent, s'il se débarrasse du poids du passé et, agissant conformément à l'esprit du temps, fait preuve d'une attitude réaliste concernant les problèmes dont résulte la tension dans les rapports entre Etats européens, une telle attitude serait saluée aussi bien par les pays socialistes que par tous les peuples épris de paix".

L'Union Soviétique fait des compliments qui ne coûtent rien, a déclaré au nom de l'opposition CDU, M. Bruno Heck.

Que signifie pour la RFA, adopter une attitude réaliste sinon reconnaître de jure l'existence de la République démocratique allemande comme Etat allemand, reconnaître les frontières Orientales de l'Oder et de la Neisse, accepter la séparation de Berlin-Ouest de la RFA, et, à l'exemple de la France, retirer la Bundeswehr de l'OTAN ?

Que proposent en contre-partie Moscou et les capitales du Pacte de Varsovie? Rien, puisqu'il ne s'agirait que de normaliser une situation en faisant preuve de réalisme et en tenant compte de l'esprit de l'époque".

Cette facture pour établir des rapports de bon voisinage est trop lourde à payer et ce n'est pas le gouvernement SPD-FDP qui pourrait la signer.

Les craintes françaises quant à cette ouverture à l'Est ne paraissent donc pas justifiées à l'heure actuelle.